

ARRÊTÉ N° 2019 – 146

OCCUPATION DE VOIRIE

Le Maire de la Ville de Juvignac,

VU le Code de la Route et notamment les articles R.44, R.225 et R.225-1,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L.2211-1, L.2212-1 et L.2212-2 1,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière, l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

VU la demande de l'entreprise SCAM TP COURNONSEC en date du 11 avril 2019

CONSIDERANT que les travaux de renouvellement du réseau d'eau potable, nécessitent l'occupation du domaine public.

ARRÊTE

Art.1 : du 23 avril au 26 juin 2019, l'entreprise SCAM TP COURNONSEC est autorisée à occuper le domaine public, du N° 60 au 118 de la rue des Cigales ;

Art.2 : La circulation sera modifiée et mise en sens unique, seule la circulation cotée pair sera autorisée la vitesse sera réduite à 10Km/h au droit du chantier, la circulation sera rétablie à double sens au fur et à mesure de l'avancement des travaux ;

Art.3 : Les droits des tiers seront et demeureront préservés ;

Art.4 : Les mesures de signalisation nécessaires seront prises pour permettre l'application des présentes dispositions. Cette signalisation sera mise en place et entretenue par l'entreprise SCAM TP COURNONSEC sous le contrôle de la Régie des Eaux pendant toute la durée des chantiers ;

Art.5 : Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra réparer tout dommage causé et rétablir, à ses frais, la voie publique et ses dépendances dans leur état premier ;

Art.6 : Le permissionnaire supportera, sans indemnité, la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués pour la commune dans l'intérêt général ;

Art.7 : La présente autorisation est, pour tout ou partie révoquée sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général soit pour non-respect par le permissionnaire des articles ci-dessus ;

Art.8 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires, seront constatées par des procès-verbaux, transmis aux tribunaux compétents ;

Art.9 : Le Directeur Général des Services, le Directeur de l'Aménagement et des Grands Projets de la Ville, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, le Directeur de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Juvignac, le 12 avril 2019

Le Maire,
Pour le Maire et par délégation
l'Adjoint délégué aux Affaires Générales,
aux Ressources Humaines, à la Sécurité, à
la Vie Associative et aux Sports

Jacques BOUSQUEL

997, les allées de l'Europe 34990 JUVIGNAC

Tél. 04 67 10 42 42 – Fax : 04 67 10 40 49

www.juvignac.fr

